

Le contrat de professionnalisation

Acquérir une qualification et favoriser l'insertion professionnelle

→ Objectif

Acquisition d'une qualification professionnelle :

- enregistrée au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP),
- ou ouvrant droit à un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP),
- ou reconnue dans les classifications d'une convention collective d'une Branche.

→ Public concerné

- **jeunes de 16 à 25 ans sans qualification** ou dont la qualification est insuffisante pour pouvoir accéder au métier souhaité,
- ou **personnes titulaires des minimaux sociaux** (RSA, ASS, AAH, allocation de parent isolé pour les DOM) ou bénéficiaires d'un CUI,
- ou **demandeurs d'emploi de 26 ans et plus** inscrits à Pôle emploi.

→ Type de contrat

- **Contrat à durée déterminée (CDD)** de 6 à 12 mois, avec un maximum de 24 mois pour des publics spécifiques ou lorsque la nature de la qualification visée le requiert,
- ou **Contrat à durée indéterminée (CDI)** comportant une action de professionnalisation située en début de contrat, de 6 à 12 mois, avec un maximum de 24 mois pour des publics spécifiques ou lorsque la nature de la qualification le requiert.

La période d'examen/validation est comprise dans la durée du contrat ou de l'action de professionnalisation.

Le contrat de professionnalisation à durée déterminée peut être renouvelé une fois dans la même entreprise si :

- l'objectif n'est pas atteint (échec à l'obtention de la qualification, maladie, maladie professionnelle, maternité ou adoption, accident du travail ou défaillance

du centre de formation)

- une qualification supérieure ou complémentaire est préparée, et si la première qualification a bien été acquise.

→ Formation en alternance :

- des enseignements généraux, professionnels et technologiques dispensés **dans un organisme de formation**,
- et définis dans un programme de formation pouvant comporter des actions d'évaluation et d'accompagnement.

Il est recommandé de débiter le contrat par une période en entreprise. Toutefois, la formation en centre doit commencer dans les 2 premiers mois du contrat ou de l'action de professionnalisation. Le terme du contrat à durée déterminée se situe au plus tard dans les 2 mois qui suivent la validation de la formation.

Acquérir une qualification, par la personnalisation des parcours de form

→ Durée de l'action de professionnalisation

Durée des actions d'évaluation, d'accompagnement et de formation :

- **comprise entre 15 et 25 %** de la durée du contrat (CDD) ou de l'action de professionnalisation (CDI), sans être inférieure à 150 heures,
- peut être **supérieure à 25 % dans certains cas** - dans la limite de 1 200 heures (contrat de 24 mois) :
 - pour les jeunes n'ayant pas achevé un second cycle d'enseignement secondaire et non titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel, ou pour ceux qui visent des formations diplômantes,
 - pour les demandeurs d'emploi de plus de 26 ans en situation de réinsertion difficile,
 - pour les publics défavorisés désireux de s'insérer dans les métiers du secteur.

La durée de formation nécessaire pour atteindre l'objectif détermine la durée du contrat ou de l'action de professionnalisation.

Dans un délai de 2 mois à compter de la date de signature du contrat, l'employeur examine avec le salarié l'adéquation du programme au regard des exigences du poste de travail et des besoins du salarié.

En cas d'inadéquation, un avenant au contrat peut être conclu, sous réserve de l'accord du Fafih et dans la limite de la durée totale du contrat.

→ Tuteur

Dans l'entreprise, un tuteur **accueille, aide, informe et guide** le bénéficiaire pendant toute la durée du contrat de professionnalisation. Il assure la liaison avec l'organisme de formation et participe à l'évaluation du suivi de la formation.

Il est désigné par l'employeur parmi les salariés qualifiés.

Il doit justifier d'une expérience professionnelle de deux ans minimum dans la qualification en rapport avec l'objectif de professionnalisation.

Il doit avoir suivi une formation de tuteur.

Le tuteur ne peut encadrer en même temps plus de 3 personnes en formation (2 s'il est l'employeur), qu'il s'agisse de contrats de professionnalisation, contrats d'apprentissage, périodes de professionnalisation, stagiaires.

→ Rémunération

Hôtels-Cafés-Restaurants :

16 à moins de 21 ans	minimum 55 % du minimum conventionnel*
21 à moins de 26 ans	minimum 70 % du minimum conventionnel*
demandeurs d'emploi de 26 ans et plus inscrits à Pôle emploi	85% du minimum conventionnel ou SMIC si plus favorable

* majorés de 10 % si le bénéficiaire est titulaire d'un Bac pro ou d'un diplôme professionnel de même niveau.

Une grille mise à jour selon la CCN des HCR est disponible sur le site www.fafih.com

Casinos :

moins de 21 ans	minimum 65 % du minimum conventionnel*
21 à moins de 26 ans	minimum 70 % du minimum conventionnel*
demandeurs d'emploi de 26 ans et plus inscrits à Pôle emploi	85% du minimum conventionnel ou SMIC si plus favorable

* majorés de 10 % si le bénéficiaire est titulaire d'un Bac pro ou d'un diplôme professionnel de même niveau.

Restauration collective :

moins de 26 ans	salaire minimum conventionnel
demandeurs d'emploi de 26 ans et plus inscrits à Pôle emploi	SMIC ou salaire minimum conventionnel (si plus favorable)

L'entreprise peut bénéficier **ponctuellement d'exonérations de charges** ou d'aides spécifiques. Consultez le site www.fafih.com

er l'insertion ou la réinsertion professionnelle en fonction du niveau et des acquis professionnels

→ Mise en œuvre

1 Recrutement

du bénéficiaire* par l'entreprise et inscription auprès de l'organisme de formation.



2 Signature du contrat de professionnalisation



3 Envoi du dossier à la délégation régionale du Fafih dans les 5 jours calendaires

Le dossier comprend :

- le contrat signé (formulaire CERFA)¹,
- la convention de formation,
- le programme de formation,
- le calendrier de formation,
- la demande de prise en charge renseignée,
- la justification que le tuteur a suivi ou va suivre une formation de tuteur.
- le cas échéant :
 - le justificatif d'inscription à Pôle emploi si le bénéficiaire est âgé de 26 ans ou plus,

¹ transmission de 3 volets sur 5 (1 volet est conservé par l'entreprise, l'autre par le bénéficiaire)



dossier complet

dossier incomplet

(ne peut faire l'objet d'une décision du Fafih. La délégation régionale renvoie le dossier à l'entreprise en listant les pièces manquantes)



4 Accord ou non de prise en charge du Fafih

dans un délai maximum de 20 jours calendaires.
Envoi d'un courrier à l'employeur et à l'organisme de formation.



5 Dépôt du contrat par le Fafih auprès de la DIRECCTE** ***



6 Règlement

de la formation par le Fafih à réception des pièces justificatives, selon les conditions précisées dans l'accord de prise en charge.

* Si le bénéficiaire du contrat est ressortissant étranger, n'oubliez pas de vérifier le titre de séjour et l'autorisation de travail.

** DIRECCTE: direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

*** Attention, la DIRECCTE n'enregistre plus les contrats de professionnalisation

→ Conditions préalables au financement

L'entreprise **doit avoir versé au Fafih la contribution formation** au titre de la professionnalisation. La recevabilité du contrat est appréciée au regard de la nécessaire cohérence entre :

- les acquis du bénéficiaire (niveau de formation - expériences préalables),
- l'objectif de professionnalisation (qualification visée),
- le programme, le calendrier et la durée de la formation en centre,
- l'activité de l'entreprise, sa taille, son organisation,
- l'emploi occupé dans l'entreprise par le bénéficiaire (un descriptif de poste peut s'avérer nécessaire),
- la qualification du tuteur et la justification du suivi d'une formation de tuteur

Le nombre de contrats financés se déroulant simultanément dépend de l'effectif de l'entreprise.

Exemples : sans salarié = 1 contrat ; 1 salarié = 2 contrats ; 2 à 6 salariés = 3 contrats ; 7 à 9 salariés = 4 contrats ; 10 salariés = 5 contrats.

→ Conditions de financement

Le Fafih finance **les actions d'évaluation, d'accompagnement et de formation** du contrat de professionnalisation selon un forfait horaire modulé en fonction du diplôme préparé dans les conditions de prise en charge définies par son conseil d'administration. Le forfait horaire est valorisé pour les formations qualifiantes du secteur, notamment les CQP-IH et CQP Casinos.

Le Fafih finance également :

- la formation de tuteur, selon un forfait horaire de 15 € et dans la limite de 40 heures de formation,
- la formation de tuteur en vue de son accréditation (tuteur accrédité) selon un forfait horaire de 15 € et pour une durée de 14 heures sur 2 jours,
- l'exercice de la fonction tutorale pour les qualifications prioritaires CQP, CAP, MC (mention complémentaire), BP, du secteur, selon les conditions définies par son conseil d'administration (maximum 6 mois).

Voir conditions de prise en charge sur www.fafih.com

→ Paiement

Selon les conditions précisées dans son accord de prise en charge le Fafih **règle les heures de formation effectivement suivies par le salarié.**

Le Fafih règle directement la formation à l'organisme de formation, sur demande de l'entreprise.

→ Refus de financement

Si le contrat de professionnalisation n'est pas conforme aux dispositions légales et conventionnelles, le Fafih le refuse.

L'entreprise peut déposer **une demande de réexamen** auprès de la commission nationale paritaire de la professionnalisation, mise en place par le conseil d'administration du Fafih.

→ Rupture

En cas de rupture anticipée du contrat, **l'employeur informe le Fafih** dans le mois, ainsi que la DIRECCTE et l'URSSAF.

→ Un formulaire de demande de prise en charge et une grille de financement sont téléchargeables sur www.fafih.com

Le Fafih est présent dans toutes les régions à l'écoute de vos projets :

Bretagne	11, rue Louis Kérautret Botmel	35000 RENNES	Tél. : 02 99 92 62 00	rennes@fafih.com
Centre - Est	1, promenade du Rhin	21000 DIJON	Tél. : 03 80 67 76 88	dijon@fafih.com
Centre - Atlantique	37, rue Édouard Vaillant	37000 TOURS	Tél. : 02 47 70 37 00	tours@fafih.com
Est	29, rue du Faubourg de Saverne	67000 STRASBOURG	Tél. : 03 88 32 30 63	strasbourg@fafih.com
Île-de-France	22, rue d'Anjou	75008 PARIS	Tél. : 01 40 17 20 20	idf@fafih.com
Languedoc-Roussillon	6 Parc club du millénaire - 1025, av. Becquerel	34000 MONTPELLIER	Tél. : 04 67 20 45 60	montpellier@fafih.com
Nord	64, boulevard Carnot	62000 ARRAS	Tél. : 03 21 51 92 00	arras@fafih.com
Ouest	Le Pacifique - 24, av. de l'Hippodrome	14000 CAEN	Tél. : 02 31 83 24 20	caen@fafih.com
Rhône-Alpes	59, rue de l'Abondance	69421 LYON CEDEX 03	Tél. : 04 72 60 26 36	lyon@fafih.com
Sud	Les Portes d'Occitanie - 94, av. des Minimes	31200 TOULOUSE	Tél. : 05 34 40 96 30	toulouse@fafih.com
Sud-Est	Porte de l'Arenas A - 455, promenade des Anglais	06200 NICE	Tél. : 04 93 62 75 62	nice@fafih.com
Sud-Ouest	Plaza 2-B - 2, place Ravesies	33300 BORDEAUX	Tél. : 05 56 79 69 00	bordeaux@fafih.com
Fafih Opalia Guadeloupe	Immeuble le Bravo - Voie Verte - BP 2393	97188 JARRY CEDEX	Tél. : 05 90 60 18 13	guadeloupe@fafih.com
Fafih Opalia Martinique	Z.A. Bois Quarré - Immeuble Les Palmiers Caryota	97232 LAMENTIN	Tél. : 05 96 42 49 45	martinique@fafih.com
Fafih Opalia Réunion	Bât. C - Centre d'affaires de la Mare - 5, rue Lardy	97438 SAINTE-MARIE	Tél. : 02 62 90 23 56	reunion@fafih.com

Fafih - 3, rue de la Ville l'Évêque - 75008 Paris - Tél. : 01 40 17 20 20 - Fax : 01 42 66 99 23 - www.fafih.com